

Forum 6

PAUVRETE, OUVERTURE ET PARTAGE

Le responsable de ce forum était **Jean-Claude Petit** (France), président du Centre national de la presse catholique, ancien directeur de “ La Vie ” (Groupe La Vie – Le Monde).

L’animation du forum était confiée à **Bernard de la Villardière** (France), rédacteur en chef de l’émission “ Zone interdite ” sur la chaîne de télévision française M6.

“ Jamais le genre humain n’a regorgé d’autant de richesses, de tant de possibilités, d’une telle puissance économique ” : comme cet état des lieux nous paraît aujourd’hui aussi éloigné de la réalité que proche de nos préoccupations les plus urgentes. L’auteur du propos n’est autre que le concile de Vatican II dans la Constitution pastorale Gaudium et Spes (1965). Les pères conciliaires avaient-ils fait preuve d’un optimisme exagéré ? Nullement. Dans la même phrase de ce document dont l’historien Jean Chélini a pu écrire qu’il est “ un véritable concordat entre l’Eglise et l’humanité ”, nous lisons ce constat réaliste : “ Et pourtant une part considérable des habitants du globe sont encore tourmentés par la faim et la misère. ” En 1988, Jean-Paul II diagnostiquait à son tour “ la persistance du fossé entre les régions dites du Nord et celles du Sud en voie de développement (Encyclique Sollicitudo Rei Socialis, n° 14).

L’actualité prouve qu’il y a toujours urgence. L’Europe elle-même est frappée par l’appauvrissement et la précarité. Plus de 60 millions le nombre des citoyens et citoyennes de l’Union européenne vivant au-dessous du seuil de pauvreté. L’Europe des 25 ne peut pas tolérer une situation qui devient de plus en plus alarmante. L’ouverture de l’Europe tout entière à la lutte résolue, immédiate et profonde contre la pauvreté est un gage de croissance morale et politique. Ainsi jouera-t-elle son rôle de “ laboratoire ”, en grandeur nature, d’une mondialisation humaniste. Le repli serait une infidélité à son histoire, un manquement à son devoir d’aujourd’hui. Dans cette évolution, les chrétiens ont une place et des responsabilités à prendre.

I – Ouverture sur la Méditerranée et le monde

Mgr Laurent Monsengwo, archevêque de Kinsangani (Congo)

Nous sommes heureux de participer à la session 2004 des Semaines Sociales de France en cette année du Centenaire de leur création.

De tout cœur nous remercions Monsieur Michel Camdessus, président des Semaines Sociales de France, d’avoir eu l’amabilité de nous associer à ces journées de réflexion et d’échange dans la fraternité et dans le souci de faire du christianisme une chance pour l’Europe : une Europe généreuse et ouverte au monde, une Europe consciente de ses responsabilités dans l’histoire du monde, une Europe capable d’annoncer les valeurs évangéliques de fraternité et d’amour, de développement et de promotion humaine, de justice et de paix, de solidarité et de partage.

C’est dans cette espérance que nous voulons partager avec cette assemblée le thème qui nous a été proposé : “ *Pauvreté, ouverture et partage* ”.

L'immigration clandestine, un signal alarmant

Ces dernières années, les médias font régulièrement état de personnes noyées par suite du naufrage d'embarcations de fortune, ou bien de jeunes immigrants morts dans des trains d'atterrissage d'avions, ou encore d'embarcations arraisonnées par la garde côtière d'un pays européen. En effet, à cause de la pauvreté et de la misère croissantes sur le continent africain, ces personnes ont choisi la voie de l'immigration clandestine et illégale, sûres qu'elles sont de trouver le bien-être et le bonheur en Europe et dans les pays occidentaux. L'immigration clandestine est devenue un casse-tête pour les gouvernements européens, les frontières de chaque pays étant quasiment devenues celles de toute l'Europe des Vingt-Cinq. Cet état de choses est une conséquence de la réalité économique de notre planète : près de 80% de la population mondiale vivent avec 20% des biens de consommation disponibles.

La situation mondiale décrite par les papes Paul VI dans l'encyclique *Populorum Progressio* et Jean-Paul II dans les encycliques *Centesimus Annus* et *Sollicitudo Socialis* en ce qui concerne les déséquilibres et les inégalités socio-économiques entre les pays riches et les pays pauvres ne s'est nullement améliorée ; bien au contraire, elle a sensiblement empiré : depuis dix ans, outre les violations massives des droits humains, le monde connaît une recrudescence de violence, de guerres et conflits armés, du phénomène des migrations, des enfants-soldats, des enfants de la rue. L'esclavagisme est devenu un fait quotidien, notamment par la prostitution et par l'embauche des enfants. Mentionnons encore l'analphabétisme, la détérioration des termes de l'échange, la dette internationale des pays en développement, la corruption érigée en système de gouvernement et de commerce, la mauvaise gouvernance, la malnutrition, les maladies endémiques et singulièrement le SIDA. La pauvreté et la misère structurelles frappent des couches entières de la population autant dans le Nord que dans le Sud. Pour ce qui du continent africain, le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique* (NEPAD) n'est pas encore opérationnel.

La pauvreté est désormais structurelle

Il faut le reconnaître : l'ordre économique mondial actuel – loi de l'offre et de la demande, globalisation et mondialisation - n'est pas encore parvenu à éradiquer la pauvreté et la misère dans le monde, alors même que, quantitativement, la masse des biens produits est sans cesse en augmentation. Dans chaque pays comme dans le monde, le fossé entre les riches et les pauvres ne cessent de s'élargir. *La pauvreté est devenue structurelle* : le pauvre et le faible sont *automatiquement* écartés du système mondial. Il y a donc lieu de s'interroger sur la *justesse* sinon la *justice* et l'*équité* de l'ordre économique mondial actuel.

Fort heureusement, la révolution technologique, notamment en matière d'informatique, a sans conteste accru le *sentiment humanitaire et la solidarité* parmi les hommes et les femmes de notre temps. À la faveur d'un monde devenu un village planétaire, les événements vécus dans un coin quelconque de la planète sont vus, connus et appréciés en temps réel. Aussi, de nos jours, les aides humanitaires sont-elles généreusement acheminées dans les 24 ou 48 heures sur les lieux des catastrophes naturelles et autres.

D'un point de vue chrétien, on ne peut que saluer cette volonté générale des Etats et des Organisations non-gouvernementales de venir en aide aux personnes les plus défavorisées et les plus démunies de la planète. Mais sans doute un pas de plus doit-il être franchi sur la base de certains principes enracinés dans l'Évangile. Il faut passer de l'humanitaire, voire du "charitable", qui n'appartiennent qu'indirectement à l'ordre économique mondial actuel, à *un système structurel d'éradication de la pauvreté*.

Personne n'estime être créé pour son malheur

Dans les lignes qui suivent, nous voulons émettre quelques principes doctrinaux susceptibles de baliser la route et d'éclairer la réflexion sur le sujet.

L'homme, un être appelé à la solidarité

De par sa nature, l'homme est un *être sociable*. Il est dès lors *appelé à l'ouverture, à la solidarité et au partage* : personne ne se suffit à lui-même. La multiplicité des talents et la variété des potentialités humaines sont destinées à rendre les hommes complémentaires et capables de bâtir une société apte au développement et à la croissance. En effet, *le développement est un postulat de la finitude humaine*, et ladite variété fait que ce développement est fonction de l'environnement culturel et bioéthique.

La destination universelle des biens de la terre

La destination universelle des biens de la terre est une autre exigence d'ouverture, de solidarité et de partage. C'est pourquoi *le développement doit être intégral et solidaire*, sous peine d'une grave menace pesant sur la paix sociale, voire mondiale. Car ceux qui, à tort ou à raison, se sentent indûment exclus de l'usufruit ou de la jouissance des biens de la terre, seront amenés à les réclamer par la force ou par la violence. Personne ne s'estime créé pour vivre malheureux. D'où *le droit au travail, à la justice et à la paix*.

Le commandement nouveau

Du point de vue évangélique, le commandement nouveau (cf. Jn 13,35) fait du disciple du Christ une personne dont la vie s'épanouit dans l'amour à la manière du Christ qui, *pour donner et se donner*, s'est anéanti afin d'enrichir l'humanité (cf. Ph 2, 6-11 : kénose, croix et résurrection). Il n'y a pas d'amour sans renoncement et abaissement. Or vrai renoncement appelle le partage : c'est le secret de la pauvreté évangélique, qui signifie amour et partage. " Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir ", dit le Seigneur (Act 20,35).

L'eucharistie, exigence de solidarité

Voilà pourquoi l'eucharistie est, elle aussi, une exigence de solidarité. En effet, ce sacrement est un condensé et un symbole autant de la richesse que de la pauvreté du monde. En offrant le pain et le vin à l'offertoire, l'Église dit : " *Béni sois-tu, Seigneur Dieu de l'univers, toi qui nous donnes ce pain, fruit de la terre (ou fruit de la vigne) et du travail des hommes* ". La matière eucharistique signifie d'une part la pauvreté du monde à travers la pauvreté des signes sacramentels et, d'autre part, la richesse du monde, fruit du travail des hommes et des femmes. En étant pauvreté et en même temps richesse, *l'eucharistie est une récapitulation de l'humanité*, les pauvres autant que les riches, avec toutes leurs énergies et leurs potentialités, leurs ressources

et leur indigence. Le sacrement de l'eucharistie apparaît ainsi comme *la meilleure incarnation de la pauvreté et de la misère en tant qu'appel à la solidarité des riches.*

L'eucharistie est faite du “ fruit de la terre et du travail de l'homme ”

Ainsi donc, l'eucharistie rejoint la création, car la terre, Dieu la donna aux hommes, pour qu'ils la gardent et la cultivent (cf. Gn 2,15). Ce don de Dieu, le péché originel ne l'a pas annihilé. Bien au contraire, le travail d'Adam et de ses enfants (Gn 3-4) en est la preuve. Le péché de Caïn, l'agriculteur, consista justement à supprimer Abel l'éleveur. *Ainsi Caïn a fermé son cœur à l'ouverture, à la solidarité et au partage* dans la différence et la diversité. Le péché de Caïn continue, hélas ! dans le monde contemporain : l'ordre mondial exterme des multitudes d'êtres humains par suite de nombreux déséquilibres socio-économiques et du commerce des armes.

Cène du partage

Cène du Seigneur, l'eucharistie est essentiellement solidarité et partage : “ Jésus prit le pain, il le bénit, le rompit et le leur donna ” (Mc 14,22). La fraction du pain est devenue depuis lors le signe du Ressuscité (cf. Lc 24,30) et celui de la communauté chrétienne (Act 2,42.46 ; 20, 7.11). C'est pourquoi, à notre avis, le moment est venu pour les économistes et les financiers chrétiens de tirer toutes les conséquences existentielles et sociales de leur eucharistie quotidienne. Sinon ils mériteraient le reproche de saint aux Corinthiens (cf. 1 Co 11, 20-22). Il leur revient de mettre en place un ordre économique où l'éradication de la pauvreté ne soit plus humanitaire, mais directement structurelle et inhérente au système.

Où sont les pauvres parmi les pauvres ?

**Rubens Ricupero (Brésil),
ancien secrétaire général de la CNUCED**

On pourrait me faire des reproches en citant l'Évangile : “ Les pauvres, vous les aurez toujours parmi vous. ” Evidemment, c'est vrai. Nous savons que même aux États-Unis, en Angleterre ou en France, un peu partout, le nombre des familles pauvres, d'enfants démunis, ne cesse d'augmenter. Mais mon intention est de vous parler des pauvres parmi les pauvres, des lieux qui concentrent la pauvreté humaine de la façon la plus extrême, là où l'espérance de changer la situation est la plus minime. Ces masses de pauvres, ceux qui vivent avec moins de 1 ou 2 US \$ par jour sont, de manière générale, partagées entre l'Asie de l'est et du Sud – Chine, Inde, Pakistan - et les Pays les Moins Avancés (PMAs ou Least Developed Countries, LDCs, en anglais). Cette “ géographie de la pauvreté extrême ” est plus ou moins répartie à moitiés égales entre ces deux régions.

La différence est que les premiers, les Asiatiques, ont de bonnes chances de vaincre la pauvreté extrême, surtout grâce aux efforts de la Chine et de l'Inde, lesquels représentent à eux seuls, avec 2,4 milliards de personnes, plus qu'un tiers de l'humanité. Lorsqu'on entend dire qu'il y a une chance raisonnable d'atteindre le premier des huit objectifs du millénaire de l'ONU – la réduction de la pauvreté de moitié en 2010 – on doit comprendre que cette réduction viendra surtout des Chinois et des Indiens.

Si l'on se réjouit un peu trop vite des progrès en Asie, on risque, par contre, de se résigner à la permanence indéfinie de la pauvreté dans les PMA, ces pays qui méritent d'être appelés " les pauvres parmi les pauvres ". Les PMA sont une catégorie spéciale de l'ONU, dont le concept a été introduit au début des années 1970 avec l'intention de concentrer sur eux l'attention et l'effort de la communauté internationale. En d'autres termes, on avait créé cette catégorie pour la voir disparaître le plus rapidement possible. Les PMA étaient alors une vingtaine. Ils sont aujourd'hui cinquante... Seul le Botswana, riche en diamants, a réussi à sortir du groupe, dont les deux membres les plus récents sont le Sénégal et Timor Oriental. Parmi les 50 PMA, on compte 34 pays africains, ce que montre que la pauvreté extrême tend à devenir un phénomène massivement africain. Dans les Amériques (35 pays), il n'y a qu'un seul PMA, Haïti. Hors d'Afrique, on trouve des PMA en Asie – Cambodge, Myanmar, Népal, Bhoutan et le plus peuplé, le Bangladesh – et dans les îles du Pacifique.

Nous lisons les rapports sur les PMA comme s'il s'agissait du catalogue des détresses humaines. Le premier nom est l'Afghanistan, suivi par tous les hauts lieux de la guerre civile, du génocide, des violations massives des droits de l'homme, des ravages du SIDA, des catastrophes naturelles : Angola, Burundi, Cambodge, Haïti, Mozambique, Libéria, Ethiopie, Rwanda, Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan.

Les habitants des PMA sont pris dans le piège de la pauvreté : leur productivité est si basse, leur revenu est si faible que presque tout est destiné à une consommation très insuffisante. Ce qui reste à titre d'épargne est insignifiant et ne permet qu'un niveau d'investissement infime dans la production. Investissement également très inférieur aux besoins en matière d'éducation, de santé publique, d'infrastructure, de sécurité, de fonctionnement des services de l'Etat. Un cercle vicieux s'est instauré : comme les ressources de l'épargne et de l'investissement font défaut, la production s'affaiblit, réduisant d'autant les gains qui seraient profitables à l'éducation et au fonctionnement de l'Etat. La régression économique et la faillite s'alimentent ainsi l'une à l'autre.

On voit bien que les habitants des PMA ne pourront jamais s'en sortir à eux seuls. Ils ont besoin d'une aide soutenue de l'extérieur jusqu'au moment où leur économie pourra générer l'excédent nécessaire au processus de développement. Pour obtenir ce résultat, l'une des conditions essentielles est la création de motivations réalistes et crédibles, qui stimulent les populations démunies. Il ne s'agit pas de rédiger des " cahiers de doléance " mais de mettre ensemble nos " cahiers d'espérance ". Les meilleures raisons d'espérer sont les exemples de réussite réalisés par ceux qui avaient les meilleures raisons du monde de se résigner à leur funeste destin, pensons au Cambodge, victime d'un génocide qui a fait presque deux millions de morts ou le Lesotho, avec 45% de chômage et un tiers des adultes contaminés par le virus du SIDA. Or, dans ces deux pays, ainsi qu'au Bangladesh, en Ethiopie, au Mozambique et dans presque une vingtaine d'autres, on assiste à des efforts admirables et réussis pour augmenter les exportations avec la création d'emplois pour des centaines de milliers de personnes, très souvent des femmes qui commencent à acquérir un minimum d'autonomie personnelle. Ces gens méritent d'être aidés par nous et par l'influence que nous pourrions exercer afin de garantir l'accès de leurs produits à des marchés ouverts ; ils pourront alors attirer les capitaux et la technologie dont ils ont besoin pour diversifier des économies encore trop dépendantes de trois ou quatre matières premières.

La pauvreté extrême n'est nullement un défi idéologique ou un problème technique qui puisse être résolu soit par des utopies politiques, soit par des formules technocratiques creuses. C'est, avant tout, une question de solidarité humaine qui requiert la même attitude d'amour que Frédéric Ozanam avec incarné en créant la Société des Conférences de Saint Vincent de Paul. Après les révolutions de 1830 et 1848, confronté à la "politique de la peur" pratiquée par ceux qui cherchaient à assimiler les ouvriers paupérisés du Faubourg St-Antoine (Paris) aux barbares d'autrefois, Ozanam, pétri de culture classique, rappelait que les missionnaires et les papes n'avaient pas eu peur des Barbares, qu'ils étaient allés vers eux, et qu'en se convertissant les Barbares avaient apporté un regain de vitalité au christianisme d'un Empire en déclin. "Allons aux Barbares !": le mot d'ordre de jadis peut servir aujourd'hui lorsque les nouveaux "barbares", les requérants d'asile, les réfugiés économiques refoulés, les "damnés de la Terre" qui se noient devant les côtes européennes, nous interpellent à notre tour. Il faut aller vers les pauvres parmi les pauvres, avec la conviction qu'un jour la communauté internationale sera jugée selon la façon avec laquelle cette société internationale aura traité les plus vulnérables de ses membres, les habitants des Pays les Moins Avancés.

Témoignage

**Hassan Hanafi (Egypte),
philosophe, professeur à l'Université du Caire**

Je vais parler de l'Europe en tant qu'image, telle qu'un Arabe la reçoit. Le monde arabe, c'est la Méditerranée de l'est et du sud. Je vais vous montrer comment nous voyons l'Europe, comment nous visons l'Europe. Actuellement, nous constatons un antagonisme entre l'Europe et l'islam, associé au monde arabe. Je ne sais pas si cette bipolarité est vraie ou non, mais, certainement, l'Europe a peur. Et nous aussi. L'Europe a peur de l'immigration des Arabes, légale ou illégale. Pourquoi donc ? L'Europe a été construite sur l'immigration et par elle. Les métros de France ont été construits par des travailleurs algériens. L'Europe a peur de l'aliénation de son identité propre. Mais l'Europe, c'est le pluralisme ! Ce n'est pas une unilatéralité culturelle. L'Europe oscille dans son indépendance entre l'Est et l'Ouest. Peut-être que l'Européen n'a pas encore oublié la pax romana et pense que la grandeur de l'Europe est là.

Nous aussi, nous avons peur de l'Europe. A-t-elle oublié l'époque coloniale ? Elle a créé en nous un complexe d'infériorité. Nous avons peur de l'eurocentrisme, de l'Europe qui se considère comme le grand maître, faisant de nous tous des disciples. Etre moderne, c'est adopter le mode de vie européen. Si on veut apprendre, il faut aller à Londres. On met l'histoire de l'islam au Moyen Age. Je ne suis pas au Moyen Age !

Cette double peur est-elle réelle ? L'Europe est à nous, et nous sommes en Europe. Nous avons traduit Platon, traduit Aristote. Nous avons donné des grands titres aux philosophes grecs, par exemple Platon, "l'homme des lumières", ou Socrate, le "plus grand sage du monde". Quant à la culture arabe, elle a précédé l'Espagne. Nous sommes à la racine des temps modernes en Europe. Nous avons aussi traduit les penseurs européens des Lumières et leurs successeurs.

Dans le nihilisme actuel, l'Europe pourrait recevoir de l'islam un sang nouveau, un renouveau de ses valeurs. Monde arabe-musulman et Europe, nous sommes deux partenaires. Le problème : des partenaires égaux, ou comme maîtres et disciples ?

Actuellement, quelle est l'image de la culture arabe dans la mentalité européenne ? Terrorisme, dictature, domination, violation des droits de l'homme, problème des femmes, des sociétés civiles, des minorités. Qui de vous a pensé à l'image que j'ai, moi, de ma situation ? Quelqu'un a-t-il imaginé que je suis colonisé. La mosaïque de la mondialisation me donne des craintes. Nous avons peur que nos sociétés soient départementalisées. Plus de 70% de notre nourriture vient de l'extérieur, comment promouvoir dès lors un développement durable (angl. : sustainable). Nous avons peur pour notre identité, et nos peuples sont indifférents à ce qui se passe dans le monde.

Que sera le futur ?

Chacun de nous a joué le rôle de maître deux fois. La Grèce et l'Europe moderne. Mais l'Europe a joué aussi le rôle de disciple, au Moyen Age, car nous étions alors les maîtres des connaissances, et peut-être maintenant, car l'Europe a besoin de renouveau. Il se peut qu'il vienne de la culture arabe ou musulmane.

Europe et monde arabe, nous ne pouvons pas nous séparer. Le problème est que l'Europe est pour nous à la fois " la maladie " et " le médicament ". C'est le défi du temps actuel. Est-ce que l'islam peut donner un peu d'espoir au-delà du nihilisme et du matérialisme européens contemporains ? En tout cas, l'islam peut être un ferment d'humanisme.

(Notes du rapporteur/ AL)

II - Face à la pauvreté, les responsabilités de l'Europe

Pour une politique de cohésion interne, Jacques Barrot (France), Commission européenne

Que voyons-nous ? 47% de la population vit en situation de pauvreté en Afrique sub-saharienne. Pour l'ancien ministre de la Santé que j'ai été, 71 ‰ (pour mille) de taux de natalité infantile, 2'400'000 personnes décédées dans la même région en 2002, tout cela ne peut laisser nos consciences en paix. La nécessité de l'Europe, dans le contexte de mondialisation, est plus que jamais prouvée. L'Europe est sans doute un pôle de prospérité pour ses habitants, c'est aussi un pôle de stabilité, de solidarité, elle doit être le creuset d'un modèle que nous avons à chercher ensemble. Ceci afin d'inspirer des recherches et démarches originales dans les autres continents. L'UE a beaucoup entraîné des Etats membres vers le développement. Nous sommes maintenant le premier contributeur à l'aide publique mondiale. L'aide publique en l'an 2000 était de 300 US\$ en Norvège, de 100 US\$ en France, et seulement de 30US\$ aux Etats-Unis.

L'UE tente une approche globale des problèmes de pauvreté. L'aide implique chez les bénéficiaires une meilleure gestion des affaires publiques et un plus grand respect des droits de l'homme (accord de Cotonou). L'UE pratique le " déliement " de son aide publique, c'est-à-dire l'absence de conditions de retour. Nous avançons vers des dispositions identiques en faveur des 50 pays les plus pauvres du monde.

Certes, des progrès restent à accomplir. L'UE doit faire entendre ses priorités dans la gouvernance mondiale de manière plus unifiée, par conséquent plus énergique. Nous avons tout intérêt à une Europe qui parle au sein de la Banque mondiale, du FMI, d'une voix plus forte. L'Europe des 25 est capable de maintenir une aide publique stable. On ne peut pas apporter de l'aide si ce geste reste ponctuel, momentané, incertain pour l'avenir des pays bénéficiaires. Il faut cependant rester très attentifs à l'évolutions des cohésions internes. On ne peut pas aider dans le monde tout en fermant les yeux sur toutes les formes d'exclusion autour de soi. La politique de voisinage doit être intensifiée, surtout en matière de migrations.

Pour ce faire, nous devons veiller à la cohésion interne. L'Europe n'est pas seulement un marché, c'est aussi une véritable communauté, une union. La politique de cohésion a permis d'aider tous les nouveaux Etats membres au fur et à mesure de leur adhésion. Et de les aider avec des sommes assez massives, assorties de règles de bon usage et évidemment des contreparties. Espagne, Portugal, Irlande, Grèce, qui étaient très loin de la moyenne de la richesse européenne, ont pu la dépasser en quelques années. C'est une réussite au niveau des régions, mais cela ne veut pas dire que les disparités entre citoyens disparaissent. Entre 2007 et 2013, les dix nouveaux Etats membres vont bénéficier d'une aide significative de l'UE. Le visage de l'Europe se dessine là, en s'affirmant comme un espace de solidarité.

Je voudrais enfin plaider pour le partage du savoir en Europe. C'est là que se joue la compétitivité globale, et là aussi que se joue l'objectif majeur de justice sociale. Car les exclus des technologies modernes nous prépareraient de fantastiques frustrations.

Ma conviction : l'Europe doit rester un pôle de prospérité pour pouvoir aider au recul de la pauvreté dans le monde ! Que l'Europe soit ardente dans la lutte contre tous les facteurs d'exclusion.

(D'après les notes du rapporteur et l'enregistrement de l'exposé de M. Barrot)

Témoignage

Faut-il encore aider ?

Burkhard Haneke

M. Burkhard Haneke est le délégué général de " Renovabis ", une organisation des catholiques allemands spécialisée dans l'aide au pays d'Europe centrale et orientale. Elle est présente dans 27 pays et reçoit environ 1000 demandes de subventions par année. Ses fonds – 30 millions d'euros récoltés annuellement – proviennent de collectes, de dons privés, des diocèses ou de subventions publiques. Depuis sa création en 1993 à l'initiative du Comité central des Catholiques allemands, elle a soutenu 12'000 projets, pour un montant total de 320 millions d'euros. " Renovabis " tire son nom (en latin) d'un verset du psaume 104 : " Tu renouvelles la face de la terre.

Après la chute des régimes communistes en 1989-1990, nombre de pays de l'Europe de l'Est ont progressé tant sur le plan politique qu'au niveau économique. Quelque douze ans plus tard, un certain nombre d'entre eux remplissaient déjà les critères d'adhésion à l'UE et ont rejoint l'Union depuis le 1^{er} mai 2004. Mais un fait ne saurait être sous-estimé : les transformations socio-économiques des pays candidats ont entraîné pour beaucoup de gens une aggravation durable de

leur situation matérielle. Les cas sociaux se sont multipliés ; certains ont pris une tournure dramatique. Les perdants de la transformation sont souvent les membres de minorités ethniques ou de groupes marginaux, dont personne ne se préoccupe.

Mais la pauvreté elle-même est inégale. Elle se montre plus grave dans les pays au-delà des frontières de l'UE, de telle sorte qu'après le " Rideau de fer " qui séparait l'Est et l'Ouest de l'Europe à l'époque de la Guerre froide, on parle aujourd'hui du " Rideau d'argent " qui sépare les Etats les mieux lotis, entrés dans l'UE ou en voie d'adhésion, et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas y songer. Selon des calculs de Caritas, le revenu annuel par habitant n'atteint, dans les régions au-delà du Rideau d'argent, qu'un sixième environ du revenu moyen des citoyens de l'UE. On assiste également, par exemple en Slovaquie, à un certain exode rural. Les perspectives d'avenir étant nettement plus réjouissantes dans la capitale qu'à la campagne, des ruraux ou des habitants des montagnes descendent vers les promesses de la ville. En Lituanie, malgré les rêves d'Europe, les jeunes s'en vont. Le chômage avoisine les 13%, de telle sorte qu'on assiste à un flux migratoire préoccupant en direction de l'Occident. Plus de 300'000 hommes et femmes, sur les 3,5 millions d'habitants que compte la Lituanie, ont quitté leur pays depuis 1990.

De manière générale, des gros problèmes de santé publique plombent l'avenir. Plus de 1,5 millions de personnes sont touchées par le SIDA en Europe centrale et orientale. Un chiffre qui grossit de 250'000 individus par an. Les jeunes sont également touchés par l'abus d'alcool, l'usage des drogues et le suicide. Beaucoup de femmes sont entraînées vers l'Ouest à des fins de prostitution. Enfin, des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents – le chiffre se calculerait même en millions – n'ont que la rue, dans des villes comme Moscou, Kiev ou Bucarest, pour refuge.

Dans ces conditions, une solidarité effective – notamment de la part des chrétiens – reste indispensable au relèvement et au développement économique, politique et moral des pays pour qui l'oeuvre *Renovabis*, parmi d'autres, s'engagera encore demain et longtemps.

(A.Longchamp, d'après notes écrites de M. Haneke, traduites de l'allemand).

Les pays méditerranéens, vers quel partenariat ? Mgr Vincenzo Paglia, évêque de Teni (Italie)

Il n'est pas possible de parler de l'Europe sans évoquer la Méditerranée. Le lien entre les deux réalités est une histoire millénaire, et le restera à l'avenir. Il appartient aux Européens d'en faire l'occasion d'une chance ou d'un appauvrissement. L'histoire nous dit que l'Europe ne peut pas ne pas se déclarer méditerranéenne. Et la Méditerranée, écrit Braudel, c'est mille choses en même temps : " Non un seul paysage mais beaucoup de paysages à la fois, pas une seule mer mais une succession de mers, non une unique civilisation mais beaucoup de civilisations, placées l'une sur l'autre. " Tout cela pour dire que, à l'intérieur de la zone méditerranéenne, la théorie du " choc des civilisations " est vraiment incompréhensible, et il est difficile de penser à une Europe qui se replierait sur elle-même. Sans la Méditerranée, l'Europe est partagée en deux ; avec la Méditerranée elle devient universelle. Il suffit de penser à la tension qui met en relation les trois religions monothéistes. Les trois sont nées sur les rives de la Méditerranée pour se répandre ensuite dans le monde. Cette complexité fait non seulement partie intégrante de l'identité européenne, mais aussi elle représente une contribution précieuse à offrir à la planète entière.

Entre deux continents, un abîme économique et social

L'avenir de l'Europe n'est pas déconnecté de sa vocation universelle. Dans son message aux chefs religieux rassemblés à Bruxelles pour la rencontre de prière pour la paix promue par la Communauté de Sant'Egidio en 1992, Jean Paul II déclarait : " Il ne sera pas possible de bâtir une nouvelle Europe, une maison commune européenne, sans se préoccuper de toute la planète. On peut dire que l'Europe bâtira son avenir seulement si elle est capable de regarder au-delà des frontières, surtout vers l'immense hémisphère Sud qui, depuis des décennies, est devenu le terrain où naissent la majorité des conflits et où l'injustice pèse de manière insupportable. L'abîme social et économique qui sépare l'Afrique de l'Europe doit être comblé si l'on ne veut pas rendre impossible la réalisation d'un nouvel ordre mondial. " Ce sont les paroles de Jean Paul II, il y a plus de douze ans. Ses propos conservent toute leur validité. Aujourd'hui il est encore plus nécessaire de renforcer l'élan universel de l'Europe. Mais l'identité européenne n'est pas une simple donnée historique et géographique; elle doit être redéfinie politiquement.

L'Europe ne se sent pas coresponsable de l'Afrique

Le risque que l'Europe est en train de courir est son retrait des rives sud de la Méditerranée, particulièrement d'Afrique, en profitant de la lame de fond de la décolonisation et en exploitant l'idée " politiquement correcte " de " laisser l'Afrique aux Africains ". Ce détachement amène l'Europe à se concevoir seulement à l'intérieur de ses propres problèmes : c'est l'acte contraire exact de ce qui est arrivé pendant la période coloniale lorsque - et c'est un paradoxe de l'histoire - une certaine vision du monde - la poussait hors de ses confins. Aujourd'hui, le désengagement de l'Afrique est évident, et cette dernière est perçue comme trop compliquée et dangereuse.

Jean-Christophe Rufin écrivait il y a quelque temps que l'Afrique était en train de devenir comme une " terra incognita " de l'ancienne cartographie, avec l'inscription " hic sunt leones " (ici vivent les lions) pour dire qu'on en savait rien de plus ! Si on y ajoute le terrorisme de matrice musulmane, le Sud lointain devient encore plus éloigné. Aux barrières contre l'immigration s'ajoutent les mesures de protection contre le terrorisme.

Les données du désengagement de l'Afrique parlent d'elles-mêmes. J'en cite seulement une. Sur le continent africain, qui a été colonisé par les principales puissances européennes, les aides des pays de l'OCDE en 2002 n'ont pas dépassé les 57 milliards de dollars, c'est-à-dire 0,2% de leur PIB (contrairement au 0,7% promis depuis longtemps).

L'Europe ne se sent pas coresponsable de l'Afrique. Non seulement elle est en train de s'éloigner progressivement du Sud, mais un processus d'inexorable séparation de leurs destinées se fait jour entre les deux continents. Une doctrine isolationniste en découle qui n'appartient pas du tout au patrimoine profond de l'Europe. Voilà une conception irresponsable : en effet, pendant que l'Europe renie les racines de son patrimoine culturel, social, politique et religieux, elle est envahie par une immigration non maîtrisée. Il est impossible d'arrêter le flux des gens désespérés en provenance du Sud, qui cherchent en Europe un salut pour eux et pour leurs enfants. Jean-Baptiste Duroselle parle d'invasion plutôt que d'immigration, pour montrer l'aspect inéluctable du phénomène.

Comme un appel au secours

Je voudrais évoquer un épisode qui décrit bien l'aspect tragique du problème. En 1999, à l'aéroport de Bruxelles, furent retrouvés dans le train d'atterrissage d'un avion les corps sans vie de deux adolescents. Il s'agissait de deux Africains de 14 et 15 ans, Yaguine et Fodé, originaires de Guinée-Conacry, qui espéraient trouver en Europe l'avenir que leur pays leur refusait. Ils étaient morts de froid pendant le voyage. Ils avaient envisagé le risque mortel de leur équipée et avaient laissé une lettre adressée à " Leurs Excellences messieurs les membres et responsables de l'Europe ". Ils disaient, avec la franchise spontanée des jeunes Africains : " Nous avons l'honorable plaisir et la grande confiance de vous écrire cette lettre pour vous parler du but de notre voyage et de la souffrance de nous, enfants et jeunes d'Afrique. Mais avant tout, nous vous présentons nos salutations les plus exquises, adorables et respectueuses ; à telle fin, soyez notre soutien et notre aide pour nous en Afrique, vous auxquels il faut demander secours : nous vous en supplions pour l'amour de votre beau continent, pour votre sentiment envers vos peuples, vos familles et surtout pour l'amour de vos enfants que vous aimez comme votre vie. " Après ce prologue, ils s'adressaient aux " Messieurs " d'Europe à qui " Dieu a donné toutes les bonnes expériences, la richesse et le pouvoir pour construire et organiser bien votre continent et le faire devenir le plus beau et admirable entre les autres. " Et encore : " C'est à votre solidarité et gentillesse que nous crions à l'aide en Afrique. "

Cette lettre pourrait être écrite encore aujourd'hui par des millions de jeunes Africains. Qui les écoute ? L'Europe de demain n'est-elle pas en train d'ériger un nouveau mur au sud de la Méditerranée ? Pourtant le langage de la solidarité est un langage que les peuples de la Méditerranée parle depuis 2000 ans au moins. Il a été introduit par les chrétiens de manière tout à fait particulière. Si on écrivait l'histoire de la pauvreté dans le bassin méditerranéen ou, et c'est presque identique, l'histoire de la pauvreté dans cette même région, on pourrait découvrir la profondeur et la force de ce réseau solidaire : il constitue le très trésor spécifique de la Méditerranée et de l'Europe elle-même. Ce sont des racines qu'il nous est interdit de couper.

Regard sur les Balkans

J'aimerais enfin attirer votre attention sur les Balkans. Le XXe siècle s'est ouvert sur l'attentat de Sarajevo, et il s'est clos avec le drame de Sarajevo, comme si l'on était revenu, cent ans plus tard, à la case départ ! Un siècle inutile ? Il ne faut aucun doute que dans cette zone, l'Europe s'est heurtée à des drames qui découlent de sa faiblesse politique et culturelle. De toute façon nous sommes coresponsables de l'avenir de nos voisins. L'Albanie, un pays à soixante-dix kilomètres de l'Italie et qui a vécu l'une des dictatures les plus atroces, a de la peine à se remettre debout. Ce fut le seul pays au monde à avoir banni par loi constitutionnelle toute manifestation religieuse, privée ou publique, en minant ainsi à la racine les sentiments profonds de la population. Le Premier ministre albanais, Fatos Nano, me disait après les premières élections libres de 1991 : " La pire faute d'Enver Oxa – et je l'affirme comme non croyant – a été d'avoir effacé la religion du cœur des gens ; maintenant je ne sais pas sur quels sentiments me fonder pour édifier la vie civile. " Que serait-il de l'avenir de l'Albanie dans une relation avec l'Europe ?

Il ne faut pas oublier les pays du nord des Balkans. Pendant que l'Europe se projetait vers l'élargissement, l'ancienne Yougoslavie se consumait dans une guerre terrible qui a mené à la formation d'Etats sur base ethnique. Là encore, l'Europe a montré ses faiblesses et ses divisions internes. Les coalitions opposées ont illustré la vacuité du soi-disant " choc des civilisations " : les Occidentaux ont combattu pour aider les musulmans contre les orthodoxes serbes chrétiens. Je me souviens encore de l'incrédulité et de la colère des orthodoxes contre un Occident qui se

mettrait du côté des musulmans. L'expérience que la communauté de Sant'Egidio a menée au Kosovo, en parvenant même à la signature d'un accord entre Milosevic et Rugova – cas unique en son genre – montre qu'une voie politique était praticable avant que la situation ne dégénère. Elle reste aujourd'hui indispensable.

Sans m'allonger davantage, il me paraît évident qu'il a urgence que l'Europe pense à son avenir avec générosité. Son élargissement à vingt-cinq pays doit s'accompagne de liens privilégiés avec les Balkans, le Moyen-Orient et l'Afrique. Les frontières géographiques n'annulent pas les autres, au contraire. Seulement une Europe méditerranéenne pourra offrir à elle-même et au monde sa contribution à la paix.

Témoignage

Guy-Marcel Agoua

Les étrangers, quels sont ceux qui arrivent ? comment arrivent-ils ? pourquoi sont-ils l ? Je ne traiterai pas de ces questions car je n'ai pas d'arguments nouveaux par rapport à ceux qui sont déjà bien connus. Je parlerai de mon expérience personnelle.

Je suis en reprise d'études. J'exerçais déjà une profession dans mon pays. J'ai saisi la perche que l'on me tendait et je suis arrivé en France. A l'avant-veille de ma troisième année sur territoire français, je peux affirmer que j'occupe une place privilégiée par rapport à l'immense majorité des immigrants en provenance d'Afrique., J'ai le gîte, le couvert et quelquefois une mobilité assurée. Je peux concentrer mon énergie sur les études, qui exigent un environnement psychologique favorable et un matériel adéquat. C'est le minimum auquel aspire la jeunesse estudiantine d'Afrique en Europe, plus précisément en France, pour mener à bien son projet.

La régularisation des sans papiers : une priorité

Les détenteurs de titre de séjour temporaire souhaitent que l'Eglise de France favorise leur intégration dans son combat et qu'elle s'active pour la régularisation de tous les sans papiers. L'intérêt que portent les Africains séjournant actuellement sur leur continent d'accueil vient du fait qu'ils souhaitent s'investir pour le positionnement stratégique de l'Africaine et notamment la mise sur pied de l'Union africaine.

Notre continent, dans sa position de "suiveur", pourra bénéficier de ses relations avec l'Europe. Nous saluons l'humanisme prôné par le préambule de la Constitution européenne : "L'Europe est un espace privilégié de l'espérance humaine." Nous, Africains, nous n'imaginons pas ce discours hors de sa

transposition dans les futures relations entre l'Union européenne et l'Union africaine.

III. Le défi des migrations

LES MIGRANTS : UN DEFI POUR L'EUROPE

Mgr Jean-Luc Brunin, archevêque d'Ajaccio, président du Comité épiscopal des migrations et des gens du voyage

J'emprunte à Jean-Paul II, les mots qui ouvrent mon intervention : “ *La migration est devenue un phénomène répandu dans le monde moderne et concerne toutes les nations, que ce soit comme pays de départ, de transit ou d'arrivée. Elle touche des millions d'êtres humains et représente un défi que l'Eglise en pèlerinage, au service de toute la famille humaine, ne peut manquer de relever et d'affronter dans l'esprit évangélique de la charité universelle.* ”¹

Ce qu'on attend du Service de la Pastorale des Migrants que je préside au nom de mes frères évêques de France, c'est qu'il entretienne dans toute l'Eglise, la vigilance à l'égard du fait migratoire, le souci de l'ouverture et de l'accueil, le service de la solidarité avec les migrants en situation difficile, les conditions de l'expérience ecclésiale et spirituelle de la rencontre des autres.

L'idée même de l'immigration n'est pas objective ni quantifiable. Elle demeure une notion liée à la représentation que se fait la société d'accueil. Sont qualifiés d'immigrés, les personnes ou les groupes qui s'installent physiquement sur le territoire national. Ils seront considérés comme tels jusqu'à ce qu'ils cessent d'être identifiés par leur origine étrangère ou leur différence, et qu'ils soient reconnus sans arrière pensée, comme membres de la communauté nationale. C'est ce qu'expriment souvent les jeunes d'origine maghrébine qui disent avoir une “ citoyenneté de papier ”, mais un statut d'immigré lié à leur faciès. C'est une situation qu'ils partagent avec les Antillais par exemple ou d'autres groupes originaires des DOM -TOM. Le concept d'immigration est ainsi davantage lié à la différence d'origine qu'à un statut juridique, contrairement à la notion d'étranger.

Les mouvements migratoires ne tarissent pas. C'est une caractéristique de la mobilité humaine liée à la mondialisation. C'est aussi, hélas, le signe que des populations entières dans de trop nombreux pays, sont encore plongées dans des souffrances physiques et morales telles que l'avenir ne peut s'entrevoir pour elles sur leur terre natale. Au moment même où on regrette la baisse des migrants touristes, on s'alarme de l'arrivée constante de migrants qui mendient en Europe un peu de sécurité et de bien-être pour eux-mêmes et pour leur famille. Certains d'entre eux n'hésitent pas à mettre leur vie en danger : ils viennent parfois achever leur existence sur nos côtes européennes, dans des trains d'atterrissage d'avion ou encore dans des cargos sordides.

A. La politique européenne

Face à ce phénomène, le traitement législatif et réglementaire des flux migratoires en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne, évolue dans un sens de fermeture et de

¹ Message pour la 89^{ème} Journée Mondiale du Migrant et du réfugié (2003)

protection. S'il n'est pas question de remettre en cause le droit de chaque Etat souverain de réglementer l'entrée et le séjour des étrangers sur son territoire, nous pouvons nous interroger sur la pertinence d'une politique définie uniquement par des mesures protectrices. Je pense que l'Europe met en place une politique migratoire en deçà des enjeux de la question. Je me contenterai de deux indices révélés dans des rapports récents :

- 250.000 déboutés du droit d'asile et possédant une injonction de quitter le territoire, impossible à appliquer, errent clandestinement dans les rues de nos villes. Ils sont totalement à la charge des associations caritatives et sont souvent la proie d'employeurs peu scrupuleux.
- 3000 médecins étrangers exercent aujourd'hui dans les hôpitaux publics, recevant des salaires de 30 à 40% inférieurs à ceux de leurs collègues français.

Par delà ces faits, nous nous trouvons au carrefour de trois phénomènes qui déterminent aujourd'hui l'approche et le traitement du fait migratoire :

- l'émergence d'un besoin d'immigrés dans nos pays occidentaux . Ce besoin peut être lié à notre style de vie. C'est ainsi qu'on repère des mouvements de populations féminines de la Russie vers la Pologne pour l'emploi aux travaux des exploitations agricoles. Des femmes polonaises, pour leur part, pour échapper à la pénibilité des travaux agricoles et vivre dans un cadre urbain, migrent vers l'Allemagne où elles sont employées à domicile pour le soin des personnes âgées que les femmes allemandes leur confient pour mener une vie professionnelle à l'extérieur. Le besoin d'immigrés est aussi lié à la démographie de nos pays occidentaux. Nous avons déjà besoin d'actifs pour financer les retraites des générations plus anciennes, nous aurons besoin d'immigrés pour maintenir le niveau de vie économique de nos sociétés. Les immigrés nécessaires à nos pays occidentaux ne le sont plus seulement comme producteurs, mais aussi et surtout comme consommateurs permettant à garantir des espaces de marchés.
- la poussée migratoire venant des pays de l'Est et du Sud
- un fort sentiment anti-immigrés dans les opinions publiques européennes. Cela confine même parfois à la xénophobie.

La conjonction de ces trois phénomènes rend délicate la gestion des mouvements migratoires. Nous constatons que les efforts d'harmonisation des politiques au niveau des pays de l'Europe, tendent à un nivellement par le bas. Nous l'avons vu, par exemple, dans la législation concernant le droit d'asile. Nous sommes en droit de nous inquiéter lorsque nous voyons passer des projets d'externalisation de centres de demandeurs d'asile. Cela permettrait de laisser aux frontières de l'Europe, des migrants qui fuient leur pays. L'intérêt de l'opération est double : elle évite, en cas de refus, de se heurter à d'impossibles reconduites aux frontières ; elle permet aussi aux pays européens d'opérer une sélection des migrants utiles à leur économie. Que penser d'une telle politique visant à définir le quota des migrants à partir de nos seuls intérêts de pays riches ? Quel respect avons-nous pour des pays pauvres qui, comme le Maroc, reçoivent des milliers de réfugiés de l'Afrique subsaharienne dont les besoins dépassent les capacités des associations

humanitaires comme celles de la Caritas, ou qui paralysent l'économie du pays parce que les sanctions pénales espagnoles frappant les transporteurs routiers surpris avec des clandestins à bord de leur camion, sont telles qu'ils renoncent à prendre des risques.

B. Une Parole de l'Eglise à partir de sa foi et de son expérience

Quelles perspectives avons-nous aujourd'hui pour comprendre et gérer de façon satisfaisante la question des migrations internationales ? L'Eglise entend faire entendre sa voix, sans naïveté ni complaisance, mais à partir de la Tradition qui la porte et fonde son action. Dans cette question, il s'agit de joindre la cœur et la raison.

Pour répondre au défi des migrations, l'Eglise a promulgué de nombreux documents qui, d' *Exsul familia* en août 1962 à *Erga migrantes caritas Christi*² en mai 2004, en passant par *Pacem in terris* en 1963 et *Pastoralis migratorum cura* en 1969, fixent les repères pour une pastorale des migrants. Les instructions données aux Eglises locales pour gérer positivement les phénomènes migratoires, désignent trois champs d'action :

- 1) *le service de la solidarité et le devoir de fraternité qui s'étend à tous les migrants, chrétiens ou non ... ou le défi de la solidarité et de la justice*
- 2) *le service de l'insertion ecclésiale des communautés chrétiennes étrangères ou le défi de l'intégration*
- 3) *le service de la rencontre interculturelle et interreligieuse ..ou le défi du dialogue des cultures dans la construction d'un vivre ensemble.*

Ces trois champs d'action correspondent à un triple défi posé par les migrants. C'est du cœur de cette expérience de nombreuses années que l'Eglise veut s'exprimer sur la question des migrants. Lorsqu'elle le fait, elle irrite souvent les responsables de la société, les opinions publiques qui souhaiteraient ne pas trop s'interroger sur ce que les migrants révèlent des dysfonctionnements de nos sociétés inégalitaires. Elle agace même parfois au sein des communautés ecclésiales. Pourtant, l'Eglise ne peut pas taire ce que l'Evangile lui donne à comprendre de ces situations parfois tragiques de la migration. Elle ne veut faire la leçon à personne, mais faire entendre son expérience dans un réel souci de collaborer au vivre ensemble à tous les niveaux : local, national et international. Parce qu'elle s'emploie à servir un " faire Eglise ensemble " avec des hommes et des femmes, l'Eglise veut faire bénéficier de son expérience à une société devenue plurielle. Des chemins sont à ouvrir pour faire société ensemble avec des groupes humains venus d'horizons géographiques et culturels différents. Je reprendrai chacun des trois champs d'action de l'Eglise avec les migrants pour examiner les défis que ces mêmes migrants posent à nos sociétés européennes.

A. Le défi de la solidarité et de l'injustice

² *La charité du Christ envers les migrants*, 14 mai 2004

Il est indispensable de saisir la nouvelle donne migratoire liée à la mondialisation et aux dysfonctionnements d'un monde coupé en deux par l'injustice et les inégalités en matière de développement. Ce que Jean Paul II rappelait dans son message pour la journée des migrants, lors du Jubilé de l'an 2000 : “ ***La globalisation produit de nouvelles fractures. Dans le cadre d'un libéralisme effréné, s'accroît dans le monde l'écart entre pays “ émergents” et pays “ perdants ”.***”

Déjà dans *Sollicitudo rei socialis*³, Jean Paul II s'était attaché à expliciter la notion de bien commun universel. Il constatait qu'avec le phénomène de mondialisation et le développement des communications, les hommes prenaient une conscience plus vive des injustices et des atteintes aux droits de l'homme à travers le monde. Et cela, même dans des pays où nous savons que nous n'irons jamais. Jean Paul II salue l'émergence d'une interdépendance élevée au rang de catégorie morale dont l'attitude morale et sociale correspondante est la solidarité. Il définit la solidarité de la façon suivante : “ ***Celle-ci n'est donc pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour des maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous ... La pratique de la solidarité à l'intérieur de toute société est pleinement valable lorsque ses membres se reconnaissent les uns les autres comme des personnes. Ceux qui ont le plus de poids, disposant d'une part plus grande de biens et de services communs, devraient se sentir responsables des plus faibles et être prêts à partager avec eux ce qu'ils possèdent.***” (*Sollicitudo rei socialis* n° 38...39).

Jean Paul II évoquera souvent dans ses lettres apostoliques et ses messages, le souci du bien commun universel. Il en fait le critère ultime d'évaluation des politiques nationales et internationales appelées à gérer l'unique famille humaine. Négliger ou mépriser le bien commun universel est source de déséquilibres et d'injustices qui engendrent pauvretés, injustices et, par voie de conséquences, violences, guerres et terrorisme.

Dans la recherche d'une politique migratoire nationale et européenne, la reconnaissance du droit d'asile doit demeurer sauve. Quelles que soient les difficultés rencontrées dans la gestion des flux migratoires, une politique ne peut se déterminer que dans la perspective retenue et définie par la Convention de Genève de 1951. C'est une limite en deçà de laquelle une politique migratoire serait récessive au regard du respect de la dignité humaine. A ne définir une politique migratoire qu'à partir de la seule perspective du contrôle et de la protection, on risque de malmenager les conditions de l'accueil qui doivent correspondre au droit d'émigrer. L'Eglise est, depuis longtemps, soucieuse de défendre ce droit : “ ***Lorsqu'un Etat ne peut mettre à la disposition de ses citoyens les moyens de vivre dans la dignité, l'homme a le droit d'émigrer, de se choisir à l'étranger une nouvelle résidence et d'y rechercher des conditions de vie plus dignes [...] les autorités publiques nieraient injustement un droit de la personne humaine si elles s'opposaient à l'émigration ou à l'immigration ou si elles y faisaient obstacle.***”⁴ Jean Paul II redira en 1996 :

³ Lettre encyclique de 1987

⁴ Instruction promulguée par Paul VI en 1969, *Pastoralis migratorum cura*. Voir aussi Concile Vatican II, la Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 65 qui précise : “ le droit personnel de migration étant sauf”.

*“ L’Eglise s’interroge en outre sur la valeur du droit à l’émigration en l’absence d’un droit correspondant à l’immigration.”*⁵

Nous entendons souvent dire qu’il n’est pas possible d’accueillir toute la misère du monde. Cette déclaration qui sonne comme un aveu d’impuissance risque bien de nous dédouaner à bon compte. Dépassant l’impuissance, nous sommes appelés à tout mettre en œuvre pour combattre la misère chez nous autant que dans les pays les plus pauvres. Le défi devant lequel nous nous trouvons, c’est celui du développement solidaire. Nous sommes mis au défi de construire de la solidarité par delà le nouveau mur d’injustice et d’inégalités qui sépare les pays du Nord et les pays du Sud, mais qui traverse aussi nos sociétés occidentales, plongeant des populations dans une précarité et une pauvreté toujours plus grandes. Il serait à l’honneur d’une politique migratoire de pouvoir se définir comme une part déterminante de cet effort pour un développement solidaire ici et là-bas. Outre la réglementation des contrôles pour les entrées de migrants sur le territoire, elle devrait pouvoir s’attacher à créer les structures qui leur permettent de devenir eux-mêmes les artisans d’une coopération en vue du développement de leur pays d’origine. Nous pouvons même envisager de les aider réellement à construire des projets de retour, après avoir vérifié s’il est possible dans des conditions de sécurité suffisante. Cela suppose une collaboration avec les pays d’origine (gouvernements, mais aussi organisations non gouvernementales). Diverses associations travaillent déjà sur de telles opérations en France et dans des pays d’Afrique ou de l’Europe de l’Est. Il serait donc tout à fait possible de définir une politique migratoire qui soit un volet décisif d’une politique généreuse de coopération et de développement solidaire. Il est, je le répète, inacceptable et injuste de gérer la question des migrations à partir de nos seuls besoins de pays riches. Nous ne ferions qu’aggraver le caractère inhumain de la mondialisation. La mise au point d’une politique migratoire est une belle occasion pour l’Europe de se positionner dans le champ de la justice et de la coopération internationales.

B. Le défi de l’intégration ou le dépassement de deux logiques

Nos sociétés européennes se trouvent devant deux logiques en présence : la logique sociétale et la logique communautaire. Celle-ci valorise l’importance de l’inscription dans des traditions culturelles qui se sont diversifiées au gré des mouvements migratoires. Elle offre un statut qui confère une identité et qui sécurise. La logique sociétale atomise davantage l’individu qui se découvre capable de se libérer des déterminations initiales pour se forger une destinée. Ces deux logiques coexistent. La peur du communautarisme que nous voyons surgir un peu partout, relève de l’illusion que la cohésion sociale ne peut être garantie que par la seule logique sociétale, avec les concepts d’intégration et de citoyenneté qu’on forge à partir d’elle.

Or, l’individu passe quotidiennement un compromis avec son lieu d’accueil. Il vit une duplicité ou une double allégeance dans la construction de son identité. La communauté survit malgré le développement moderne de la société. C’est bienfaisant et sain pour l’individu comme pour la société. La communauté n’est pas une forme de socialité dépassée, oubliée ou disparue. Il ne faut pas s’étonner qu’elle resurgisse lorsque l’individu doit porter seul le poids de sa liberté dans la construction de son identité. Je me plais souvent à rappeler le mot d’André DILIGENT, sénateur-maire de Roubaix, alors Président du Haut Conseil à l’Intégration : ‘ il faut qu’un jeune issu de

⁵ Message pour la Journée Mondiale du migrant et du réfugié, 1996, § 3.

l'immigration soit fier d'appartenir à un quartier pour se sentir roubaisien, et qu'il soit fier d'être roubaisien pour se sentir français'. Il avait compris que la société ne pouvait être la seule forme de socialité. L'individu a besoin d'appartenances de type communautaire pour se forger une identité citoyenne. La socialisation sociétale n'a pas évacué la socialisation communautaire. Une conception étroite de la laïcité brouille l'analyse et se trouve totalement inadaptée au pluralisme de nos sociétés que la mobilité humaine a établi durablement. Pourtant, la communauté et la société sont toutes deux des constructions de l'imaginaire social, des modalités différentes mais complémentaires du vivre ensemble. Elles sont appelés à coexister, à être en interaction pour former des citoyens.

Les risques de communautarisme deviennent réels lorsque des individus en sont réduits à définir leur identité à partir de leur seule appartenance communautaire. Il est trop facile de rejeter la faute sur la seule communauté. N'est-ce pas un moyen facile de dédouaner une société qui, par ses fonctionnements, imposent à des individus et des groupes humains une véritable désocialisation. Pour que l'articulation entre socialisation communautaire et socialisation sociétale soit harmonieuse et féconde, encore faut-il que l'une et l'autre joue leur rôle d'intégration des individus. Une société qui accepte de laisser sur le bord du chemin un pourcentage important de personnes et de groupes, ne doit pas s'étonner de voir resurgir des dérives communautarismes. Cela relève pour certains individus, d'une véritable opération de survie. Il est alors injuste et faux de condamner toute appartenance communautaire, et encore plus de stigmatiser une communauté particulière. C'est s'engager dans une dérive mortifère du vivre ensemble.

C. Le défi du dialogue des cultures

Le pluralisme que les phénomènes migratoires font vivre à nos sociétés, posent la question des relations entre les diverses cultures. Allons-nous vers un choc ou un dialogue des cultures ? Il y a une dimension subjective de la culture qui porte sur la perception que les gens ont d'eux mêmes et des autres, et de la reconnaissance de cette perception qui permet à chacun de s'identifier. Mais il est aussi une dimension objective de la culture qui porte sur la légitime volonté d'un groupe culturel particulier, d'imposer à son environnement, son marqueur culturel. Si on comprend facilement qu'à ce niveau, les cultures peuvent entrer en concurrence et en conflit, il faut aussi mesurer que ce conflit traverse aussi chaque individu dans une société culturellement plurielle.

Les personnes d'origine asiatique, maghrébine, flamande ou portugaise, qui habitent le même quartier et dont les enfants fréquentent les mêmes écoles, se désignent bien par leur origine nationale et culturelle. Cependant, leurs enfants, dès qu'ils sont scolarisés, entrent dans un processus de transformation culturelle qui les fait devenir autres. Il suffit d'observer leurs gestes, leurs comportements et d'entendre leurs conversations. Les mots '**pluriculturel**' et même '**interculturel**' pour désigner ce qui se passe, sont insuffisants car ils restent tournés sur les différences de l'origine alors que c'est l'avenir qui est en cause. Par ailleurs, ils dessinent les contours culturels des groupes sans pouvoir indiquer les dynamismes qui sont en train de les modifier. Mais par paresse intellectuelle, notre langage tend à figer les choses en prétendant que certains sont paresseux, d'autres voleurs, violents ou intéressés parce que de telle ou telle origine. A partir du moment où des groupes culturels différents se trouvent sur un même territoire, ils ne peuvent pas ne pas interférer, ne pas se mélanger. Par commodité, nous continuons à les désigner

par leur origine. Mais croyez-vous qu'entre un maghrébin de l'Atlas marocain et un maghrébin de Lille Sud qui n'a jamais traversé la Méditerranée, il n'y ait pas de différence ?

Nous sommes en présence d'un processus par lequel des individus appartenant à des mondes culturels différents, coexistant dans un environnement commun (quartier, école, entreprise, etc.) sont appelés à dépasser la peur de se perdre et à surmonter les barrières pour se risquer à la rencontre et au dialogue. Ils se découvrent alors sujets, êtres humains sur un même territoire et partenaires d'une aventure commune. Il s'agit de tout autre chose qu'un dialogue entre des systèmes culturels figés, mais d'un échange interhumain basé sur la reconnaissance des différences et la volonté de construire un avenir commun. Si intégration il y a, c'est à ce niveau. Comment permettre à des individus appartenant à des mondes culturels différents, contre toute logique de ghettoïsation, de se rencontrer à ce niveau d'humanité ? Cette exigence s'impose aux responsables de notre société comme à chaque citoyen. La rencontre et la reconnaissance de la différence sont des éléments décisifs de la citoyenneté dans nos sociétés devenues durablement plurielles et diverses.

Dans une telle situation, les relations ne peuvent qu'être dialogiques. Il ne s'agit pas de diluer notre identité culturelle dans un vaste melting pot, mais de la construire de façon ouverte. Chaque individu ou chaque groupe humain s'approprie le meilleur de ce que sa communauté culturelle d'origine lui a apporté en se risquant à le faire valoir dans un espace pluriel, par une sorte de négociation avec d'autres, dans laquelle il consent à priori à une altération bénéfique.

Avec Jacques AUDINET, nous pouvons parler de **métissage**⁶. Le mot **métissage** semble à même de désigner un aspect décisif de notre aventure humaine actuelle et de ce que nous devenons dans des sociétés marquées par la pluralité ethnique, culturelle et religieuse. Par delà les débats sur l'assimilation ou l'intégration, le concept de métissage exprime mieux ce que nous vivons ensemble, dans la diversité de nos appartenances et de nos trajectoires personnelles. Si nous consentons à faire route ensemble, cette route nous transformera tous. Si nous consentons à faire société ensemble, notre société sera complexe, pluriethnique et métisse.

Le métis est ce qui naîtra de neuf de la rencontre et réactivera l'entretien entre les deux protagonistes, individus ou groupes. C'est quelque chose de commun qui se construit. Dans nos sociétés pluriculturelles, le métis assure la fonction du tiers pour des individus différents. Il est indicatif de l'avenir et les libère de l'enfermement dans l'autosuffisance ou l'affrontement violent. Le métis est cette nouveauté, une véritable nouvelle création, qui est le fruit promis et engendré par l'échange inter humain. Mais ce fruit n'appartient à aucun des groupes particuliers, cela contre toute domination ou assimilation. La rencontre et le dialogue ouvrent un espace de l'entre-deux qui ne sera pas l'élargissement de l'un ou de l'autre, ni l'annexion de l'un par l'autre, mais qui offriront un prodigieux potentiel de créativité surprenante pour ceux et celles qui se risquent à franchir les frontières de leur groupe ethnique, culturel ou religieux.

Pour relever le défi du pluralisme culturel qui résulte des mouvements migratoires et qui représente une évolution irréversible de nos sociétés, il faut accepter d'occuper l'espace de l'entre-deux pour y faire surgir la nouveauté qui ne sera jamais simple reproduction du même ou du déjà connu. Le pluralisme de nos sociétés est source de transformation et de renouvellement

⁶ Voir l'étude réalisée par Jacques Audinet, *Le temps du métissage*, Ed de l'Atelier, Paris, 1999.

des formes du vivre ensemble. Bien entendu, la peur peut nous saisir : ne risquons-nous pas de nous perdre ? jusqu'où cela ira-t-il ? Mais lorsqu'on se risque dans l'entre-deux, espace de rencontre, de confrontation, de négociation et de débat, des formes de vie, des modes de regroupement et des valeurs apparaissent, jusque là inconnus. Leur caractéristique première sera leur nouveauté, souvent perçue négativement dans un premier temps, avec une tentation de rejet.

Entre les divers groupes humains et entre les individus qui leur appartiennent, il existe un troisième terme, c'est la société à construire ensemble. Le métissage, fruit du dialogue, laisse apparaître des possibles concrets, offre des formes nouvelles et enrichissantes d'une "faire société ensemble". Pour que l'expérience ne se réalise pas au détriment des minorités culturelles, la société plurielle a besoin de la laïcité et de la démocratie.

La laïcité doit pouvoir garantir cet espace de l'entre deux qui doit rester ouvert et libre. Si un groupe particulier l'occupe et y impose sa présence, il perd sa vocation et entraîne la société dans une dérive totalitaire. La démocratie est nécessaire pour garantir une régulation du débat et de la négociation entre les diversités qui forment la société plurielle. C'est par le jeu du débat démocratique que se réalise la régulation éthique qui permet de discerner ce qui est admissible ou pas, dans la nouveauté engendrée par le métissage culturel.

D. Notre responsabilité de chrétiens

Devant cette aventure inéluctable, il nous faut inviter les chrétiens à ne pas avoir peur. C'étaient les premiers mots de Jean-Paul II, reprenant la parole du Christ, au moment de son accession au trône de Pierre. Cette invitation demeure plus que jamais valable. Nous ne devons pas avoir peur de la pluralité, du brassage des cultures et de la rencontre entre les hommes. L'Évangile du Christ a vocation à rencontrer toutes les cultures pour les habiter et les renouveler dans le sens de la Promesse de Dieu.

Il nous faut résister à toute tentative de repli sur nos communautés. Pour mettre en œuvre la nouvelle évangélisation, les chrétiens doivent pouvoir se risquer dans l'espace de l'entre-deux, sur l'aréopage moderne. Depuis Vatican II, nous sommes encouragés à la rencontre et au dialogue. Ce n'est pas une nouvelle mode ni une attitude opportuniste, mais c'est actualiser et prolonger le mouvement même de la Révélation de Dieu à l'humanité. Dieu s'est révélé aux hommes et s'est adressé à eux comme ainsi qu'à des amis (Exode 33, 11 ; Jean 15, 14-15). En envoyant Son Fils unique dans notre humanité, Dieu a franchi la distance qui nous séparait de lui. Il est un Dieu ami des hommes qui s'entretient avec eux pour leur révéler Son Nom et leur faire partager sa vie. Depuis ce temps, nous dit Paul VI dans *Ecclesiam suam*, l'Église se fait conversation et dialogue avec tous les hommes.

Nous sommes invités à accueillir la diversité culturelle comme un signe des temps, un appel de l'esprit du Christ, un défi pour la mission et une chance de découvrir, dans le métissage qui travaille inéluctablement nos sociétés modernes, des aspects nouveaux et inédits de l'Alliance que Dieu noue avec toute l'humanité. C'est là la catholicité de l'Église qui veut servir le rassemblement de tous les hommes dans une unique famille aimée et sauvée par Dieu. .

La rencontre des cultures, le dialogue entre les hommes venus d'horizons divers sont une chance formidable pour l'annonce de l'Évangile. Cela demande que les chrétiens s'aventurent dans

l'espace de l'entre deux, s'impliquent dans l'édification d'un vivre ensemble harmonieux et fraternel. C'est d'abord par leur manière d'exister dans l'Esprit du Christ qu'ils assurent une chance à l'Évangile dans cette société pluriculturelle.

Je ne résiste pas au désir de faire entendre les derniers mots de Jean Paul II dans ce qui reste pour moi, un de ses plus grands textes : Redemptoris missio

“ Le missionnaire doit être l'homme des Béatitudes. Avant de les envoyer évangéliser, Jésus instruit les Douze en leur montrant les voies de la mission : pauvreté, douceur, acceptation des souffrances et des persécutions, désir de justice et de paix, charité, c'est-à-dire précisément les Béatitudes, réalisées dans la vie apostolique... dans un monde angoissé et oppressé par tant de problèmes, qui est porté au pessimisme, celui qui annonce la Bonne Nouvelle doit être un homme qui a trouvé dans le Christ, la véritable espérance.

L'Église n'a jamais eu autant que maintenant l'occasion de faire parvenir l'Évangile par le témoignage et la parole, à tous les hommes comme à tous les peuples. Je vois se lever l'aube d'une nouvelle ère missionnaire qui deviendra un jour radieux et riche de fruits si tous les chrétiens [...] répondent avec générosité et sainteté aux appels et aux défis de notre temps. ” (n° 91-92)

Mgr Jean-Luc BRUNIN
Evêque d'Ajaccio pour la Corse
Président du Comité épiscopal des Migrations

(texte intégral)

En guise de synthèse

EUROPE, OUVRE TES YEUX ET TON CŒUR

Cette journée très intense a donné lieu, dans le Forum 6, à des débats nourris par les 130 questions écrites déposées sur le bureau des “ scrutateurs ” puis remises au rapporteur sous-signé pour inspirer la synthèse finale, qui s'est faite en deux temps. Un premier essai en fin de journée et en direct avec la salle, a tenté de ramasser les questionnements et les prises de position des participants. Trois convictions dominaient ces lignes :

- 1) Que faire ? Nous ne pouvons pas repartir sans prendre quelques résolutions.
- 2) Comment faire ? Où sont les lieux de solidarité, les priorités.
- 3) Quand le faire ?

Pressés par le temps, et dans l'impossibilité matérielle de reprendre pour ce volume les témoignages qui nous été donnés par des militants de la lutte contre la pauvreté (nous les prions

de nous excuser de ne pouvoir tous les citer), nous avons avec Jean-Claude Petit transformer le débat et nos convictions en “ Adresse à l’Europe ”. Cet appel auquel nous souhaitons la plus large audience possible a été lancé en séance plénière de clôture. Il ne répond pas à toutes les questions. Il propose simplement de ne pas attendre demain pour créer, comme l’a dit l’un des participants de notre Forum, “ l’Europe, place privilégiée de l’espérance humaine. ”

“ Europe, toi qui plonges tes racines dans le berceau méditerranéen des grandes civilisations et des trois monothéismes,

Europe, toi, messagère de l’universel, qui fais rêver tant et tant de millions d’hommes et de femmes,

S’il te plaît,

Ouvre tes yeux et ton cœur à la réalité d’un monde où les peurs grandissent, où les inégalités s’accroissent, où les conflits se multiplient.

La réalité, en effet, tu le vois bien, c’est que les pays les moins avancés, qui étaient 20 en 1970 sont aujourd’hui 50, dont 34 dans la seule Afrique.

La réalité, c’est que, dans ces pays des damnés de la terre, chacun dispose de moins de 5 euros par an pour se soigner,

La réalité, c’est qu’ils sont de plus en plus nombreux, ceux-là et celles-là, à venir mendier chez toi un peu de bien-être quand ils ne viennent pas mourir dans le silence de la clandestinité, devant nos portes closes.

La réalité c’est qu’en ton propre sein, Europe de la liberté marchande, 17 millions de chômeurs constituent, à eux seuls, le 26^{ème} Etat de l’Union Européenne, et que l’extrême pauvreté, fruit de facteurs multiples qui se renforcent les uns les autres, s’y développe comme un cancer du corps social.

La réalité, c’est que, chez tes fils et tes filles d’Europe centrale et orientale, nos frères, qui émergent d’une longue nuit, le trafic abject des petites filles et des femmes se développe sous nos yeux indifférents ou pervers.

Mais, s’il te plaît, Europe, notre mère, ne ferme pas tes yeux de désespoir, ne barricade pas ton cœur de découragement.

Regarde plus profond. N’aie pas peur. Vois. Car la réalité c’est que, s’il y a de l’intolérable chez toi, il y a aussi de l’engagement. S’il y a de l’indifférence, il y a aussi de l’intelligence, de l’action, de la générosité.

Si le péché de Caïn se prolonge, la sève évangélique continue de fertiliser ta terre.

Regarde. Vois. Partout chez toi et dans le monde entier, il existe toujours des passeurs, des médiateurs, des partenaires, des hommes, des femmes, beaucoup de femmes, qui ne se résignent pas à la fatalité de la misère.

Au Cambodge, au Congo, au Rwanda, aux Balkans, des lieux ravagés deviennent des berceaux de renaissance dont les femmes, en masse, sont les promotrices et les protectrices.

Celles-là, ceux-là, sont aujourd’hui les acteurs souterrains du partage, les soutiers de la solidarité, les héritiers des fondateurs des Semaines Sociales, les résistants méconnus de la grande histoire, comme le furent ceux du 20^{ème} siècle dont parle le professeur Andréa Ricardi.

Ceux-là, celles-là, déjà, inventent une Europe de l’espérance.

Déjà, ils prouvent que toi, l’Europe, tu n’es pas seulement une nouvelle entité géographique ni un simple refuge sécuritaire, mais une nouvelle chance offerte à tes citoyens et aux citoyens du monde.

Mais pour cela, ils ont conscience, eux, les acteurs du partage, qu'il convient, à frais nouveaux, de faire preuve d'une "charité inventive", selon l'expression de Jean-Paul II.

Et ils savent que cette "charité inventive" se fonde sur des convictions fortes qu'ils osent formuler ainsi :

- Oui, il nous faut passer de l'humanitaire et du charitable à la mise en œuvre d'un ordre économique mondial, qui, seul, permettra une éradication systématique de la pauvreté.
- Oui, il faut, pour cela, réhabiliter la politique et ceux qui s'y engagent.
- Oui, l'aspiration au travail et à la justice est un droit fondamental et pas seulement une concession faite aux pauvres.
- Oui, le devoir d'hospitalité est un devoir sacré qui prime sur la situation, régulière ou irrégulière, d'un demandeur d'asile.
- Oui, les migrants doivent être traités, non pas en objets mais en sujets du développement solidaire de leur pays d'origine.
- Oui, il nous faut investir dans le savoir et le développement des compétences pour mieux affronter la complexité du monde et agir sur elle.
- Oui, il nous faut aller au plus profond du dialogue entre hommes et femmes de foi ou de convictions différentes, car les murs de nos différences ne montent pas jusqu'au ciel et, à la source de nos identités religieuses ou humanistes divers, il y a l'amour.

Forts de notre espérance envers et contre tout et des convictions qui nous animent,

Europe que nous aimons,

Europe dont nous sommes fiers,

Nous formulons ce matin un souhait :

Que l'Europe nouvelle que nous sommes ensemble, se dote de moyens intellectuels, matériels, culturels, spirituels, pour susciter et former des réseaux d'acteurs diversifiés qui seront, dans l'addition de leurs différences, les leviers d'une nouvelle ouverture.

Nous souhaitons, en particulier, que puissent se développer, partout en Europe, des démarches novatrices s'inspirant de l'exemple du "Forum permanent de l'Insertion" initié par nos amis lillois. Le "Forum permanent" est une démarche qui passe par l'organisation de rencontres autour de l'insertion réunissant des allocataires, des élus, des employeurs et des travailleurs sociaux.

Europe, toi qui es "ouverture"

Donne aux acteurs divers que nous sommes

L'audace de nouvelles formes de partage

pour que tu continues d'être, pour le monde qui te regarde,

le continent de l'espérance".

Jean-Claude PETIT
Albert LONGCHAMP